

## **Pour une union du travail communiste**

### **A : un déclin lié à une culture militante socialiste**

Notre parti est en déclin depuis les années 1970. Notre dernier succès électoral remonte aux municipales de 1977, et depuis nous avons subi l'effondrement de nos cellules d'entreprise (la désindustrialisation et le management capitalistes ont atomisé les collectifs de travailleurs) et le recul des sociabilités populaires construites sur la base du communisme municipal (le pouvoir a organisé l'impuissance des communes). L'affaiblissement de ces deux enracinements, dans l'entreprise et communal, s'est traduit d'une part en constant recul électoral avec vieillissement et baisse drastique des adhérents, d'autre part dans une étrangeté du parti à toute une partie de la jeunesse, des catégories populaires et des initiatives révolutionnaires (ZAD, Soulèvements de la terre, gilets jaunes, multiples collectifs de travail dissidents, mobilisations décoloniales, etc.).

Toute institution en déclin est tentée d'en sortir par un raidissement sur l'orga. C'est le choix qui a été fait en 2018 : affirmer le parti avec en particulier une présence autonome dans les élections européennes et présidentielles, conserver nos élus locaux par une alliance prioritaire avec le PS. Nous avons été nombreux, mais minoritaires, à mettre en garde contre cette illusion identitaire qui a, évidemment, été incapable d'inverser la tendance. Pire, le redoublement en 2022 du raidissement sur l'orga, et donc de l'échec, met maintenant à l'épreuve la mobilisation et la fraternité des camarades. Beaucoup de celles et ceux qui approuvent les décisions des deux derniers congrès se mettent aujourd'hui sur la touche ou baissent les bras, car ils constatent l'échec et, militantes et militants expérimentés, ils ne sont dupes ni des discours accusateurs contre LFI ni des bulletins de victoire électorale, même s'ils les reprennent à leur compte. Quant aux plus déterminés des identitaires, ils sont acculés à mener des chasses aux sorcières aussi scandaleuses que contre-productives. Je n'ai jamais connu un climat aussi désabusé et aussi délétère dans le parti.

Soyons clair : la seule mise en cause les camarades qui dirigent le parti depuis 2018 ne permettra pas d'affronter avec succès les problèmes que nous connaissons. Il faut reconsidérer le discours que le parti tient à la société et donc revoir toute notre culture militante commune. C'est elle qu'il faut interroger.

Membres d'un parti révolutionnaire en déclin, il faut que nous sachions lire comment se vit aujourd'hui, en-dehors de notre parti, le communisme dont il a été le fer de lance des années 20 aux années 70, que nous sachions faire alliance avec cet en-dehors, nous enrichir de ce neuf et lui apporter l'inestimable fruit de notre expérience. Il y a tout une effervescence communiste dans notre pays, mais pour la voir et apporter notre contribution à sa dynamique, notre culture militante est un obstacle. Certes, et je l'ai dit d'emblée, le pouvoir, tant capitaliste que d'État, a créé sciemment les conditions de notre recul dans les entreprises et dans les communes. Mais c'est notre culture militante qui explique notre incapacité à rebondir depuis cinquante ans.

Depuis plus d'un demi-siècle, notre parti est engagé dans une logique d'union de la gauche fondée sur un programme commun. Il s'agit de gagner les élections pour appliquer un programme de justice fiscale, hausse des salaires, soutien aux services publics, garantie de plein emploi/formation assurant la continuité du salaire entre 18 et 60 ans, réindustrialisation grâce à des pôles publics du crédit, du médicament, de l'énergie entre autres. Il n'y a rien de

communiste dans tout cela. Et c'est d'ailleurs revendiqué comme tel : le communisme, c'est pour après. Après une étape socialiste rendue possible par une prise du pouvoir d'État grâce à une victoire électorale. Que l'on soit favorable ou opposant à la direction du parti, cette stratégie de l'étape socialiste après victoire électorale est au cœur de notre pratique. Notre culture militante est celle du socialisme, et nous la partageons avec LFI, les partis issus de la LCR et les (rares) éléments de gauche du PS ou des écologistes : c'est de cette culture socialiste qu'eux et nous devons nous débarrasser.

Parce que le communisme, c'est aujourd'hui ou jamais. Vouloir relancer « le socialisme aux couleurs de la France » en échec depuis 50 ans, comme le fait le projet de base commune, a quelque chose de suicidaire, mais des textes alternatifs qui en resteraient à un programme socialiste n'affronteraient pas, eux non plus, le fond du problème.

Comme nous le rappelons Bernard Vasseur et moi dans *Le communisme qui vient* (La Dispute, 2024), un important apport de Marx à l'analyse du capitalisme est son insistance sur le fait que la recherche de la production de la valeur pour la valeur exige que la classe dirigeante ne se contente pas d'exploiter le travail mais qu'elle en prenne la direction. Ce qui caractérise le capitalisme, c'est que les travailleurs sont dépossédés du travail, le travail leur est étranger, ils ne décident ni de son objet, ni de sa localisation, ni de ses modalités, ni de qui travaille. La puissance de la classe dirigeante tient à son monopole sur le travail. Dès lors, la lutte de classes a comme objet central le travail lui-même. Mouvement concret de sortie du capitalisme dans le capitalisme, le communisme a comme objet la fin de l'aliénation du travail aujourd'hui, la prise de pouvoir par les travailleurs sur l'objet, le contenu, les modalités du travail par en-bas, dans les entreprises et les services publics, dans les lieux où se crée la monnaie et se jouent les échanges internationaux. La nécessaire prise du pouvoir d'État, c'est d'abord la prise du pouvoir sur le travail dans l'État par les fonctionnaires et les usagers, de même que la nécessaire prise de pouvoir dans les entreprises repose sur la prise de pouvoir par leurs travailleurs sur le travail qui s'y fait.

Le socialisme ne répond en rien à ce programme. Mieux répartir la valeur par une bonne fiscalité, remplacer le marché par la planification, le crédit privé par le crédit public, le chômage par le plein emploi, les entreprises privées par les entreprises publiques laisse le travail dans la même aliénation que dans le capitalisme. Un parti d'avant-garde, des hauts fonctionnaires, des cadres dirigeants, des scientifiques, des techniciens, des spécialistes de l'organisation s'appuyant d'en haut sur un appareil d'État, sur des banques nationalisées et sur des entreprises publiques dont ils ont pris la direction sont dans la même situation de surplomb que les actionnaires, les prêteurs et les dirigeants d'entreprises capitalistes.

Déplacer la lutte politique vers la fin de l'aliénation du travail est le cœur du communisme, et donc d'un parti communiste. Et c'est possible aujourd'hui car la classe dirigeante ne parvient plus à susciter l'adhésion majoritaire au travail tel qu'elle l'organise. Le mal-vécu de la dépossession du travail est devenu d'autant plus insupportable que l'expérience de ses impasses tant anthropologiques qu'écologiques est de plus en plus partagée.

Cette perte d'adhésion est un danger mortel pour une classe dirigeante qui ne tire son pouvoir que de son monopole sur le travail. D'où sa violence dans les attaques contre les libertés et son appel à l'extrême-droite. C'est donc sur le terrain d'une mobilisation positive sur le travail – et non pas dans la négativité d'un « front antifasciste » - que se construit la dynamique en capacité de déjouer ce scénario. Encore faut-il définir de quoi nous parlons

quand nous parlons de travail, et d'une mobilisation positive à son endroit : la construction d'une *union du travail communiste*.

**Pour une union du travail communiste :**

**B : qu'est-ce que le travail communiste ?**

Parler de « travail communiste », et donc des institutions de salaire communiste, valeur communiste, monnaie communiste, État communiste, entreprise communiste, etc., qui lui sont associées, est une dimension majeure de l'abandon de l'étape socialiste. Inventée contre Marx par les social-démocrates allemands, frauduleusement attribuée à Marx et récupérée par le marxisme-léninisme stalinien, l'étape socialiste repose sur deux propositions religieuses inséparables. La première est une lecture non dialectique du capitalisme comme « système se reproduisant » avec une seule classe pour soi, la bourgeoisie, le prolétariat étant une classe en soi incapable d'imposer des institutions communistes dans le capitalisme, d'où la nécessité de « passer de l'autre-côté » par une préalable prise du pouvoir d'État dans un Grand Soir électoral. La seconde est une lecture non dialectique du communisme comme paradis fin de l'histoire, sans travail, sans valeur, sans monnaie, sans État, sans entreprises, sans pouvoir, sans tragique : bref, le ciel, ouvert après l'indispensable purgatoire socialiste. Sortir d'une telle lecture religieuse de l'histoire est décisif pour nous libérer de la culture socialiste dans laquelle nous sommes englués.

Expression heureuse de notre responsabilité d'espèce humaine (espèce vivante parmi d'autres mais dotée d'une réflexivité sans commune mesure avec les autres espèces vivantes), le travail communiste est cette partie de notre activité réputée productive pour deux raisons. D'une part, le travail construit notre humanité comme réalité unifiée dont chaque membre majeur participe à égalité à la décision et à la réalisation de la production. D'autre part, la réponse aux besoins sociaux opère par co-engendrement avec les autres qu'humains, partenaires et non plus « ressources naturelles ». Sortir le travail de l'impasse dans laquelle l'a engagée l'instrumentation des humains et des autres qu'humains, que cette instrumentation soit au service du profit capitaliste ou de la puissance socialiste, est un immense chantier qui appelle d'infinis apprentissages. Infini travail, premièrement, de libération de la production de ses « chaînes de valeur » mondialisées si bien nommées, travail d'autant plus exigeant dans un pays impérialiste comme le nôtre, à forte tradition coloniale fondamentalement non critiquée, qui a délocalisé ses productions industrielles et utilise des travailleurs hors-droit délocalisés pour les productions qui ne peuvent l'être. Infini travail, deuxièmement, d'apprentissage du co-engendrement avec les autres qu'humains : apprendre à produire de la nourriture, du logement, du transport, de l'énergie, de l'information, de la culture, tout, avec et non pas contre les autres qu'humains va demander un infini travail de bifurcation de la science, de la technologie, de l'organisation, un infini travail de restauration du travail vivant contre son remplacement jusqu'à l'absurde par le travail mort.

Parce qu'elle est finie, notre planète appelle ce travail infini. L'infini du travail communiste qui s'ouvre devant nous, et pour lequel aucun humain ne sera de trop, chaque nouvel arrivant apportant avec lui sa contribution, est la réponse positive à la propagande d'extrême-droite fondée sur la quantité limitée d'un travail capitaliste ou socialiste hétéronome.

Seul a valeur anthropologique le travail décidé collectivement et mis en œuvre sans aliénation ni exploitation d'aucun humain, sans instrumentation d'aucun vivant autre qu'humain ni d'aucun autre que vivant. Jamais la conscience de cela n'a été aussi forte. Certes

l'expression de cette conscience est encore majoritairement négative dans ce qu'il est hélas convenu d'appeler « la souffrance au travail », qui naturalise le travail dans son hétéronomie et cherche illusoirement le « temps libre » dans le hors travail. Le rôle de l'union du travail communiste à construire sera de transformer cette conscience négative en mobilisation positive pour un autre travail qui soit par excellence le lieu de la liberté parce que celui de notre responsabilité d'espèce humaine. Et cette construction pourra aussi s'appuyer sur le fait que jamais les réalisations partielles – encore marginales – d'un tel travail communiste n'ont été aussi nombreuses. Les dissidents (que la mise en sécurité sociale des productions fera sortir de leur marginalité) ouvrent le chantier de l'infini travail communiste. Les sortir de la marge, et déplacer le centre de gravité de nos mobilisations collectives vers le changement du travail pour passer concrètement à la conquête du pouvoir sur le travail dans tous les services publics, associations et entreprises, tel est l'enjeu. Quoi de plus exaltant pour un parti communiste libéré de sa culture socialiste ?

Pour mettre en œuvre le travail communiste, nous disposons d'un pouvoir majeur, c'est que c'est nous qui faisons le boulot. La classe dirigeante n'existe que parce que nous exécutons le travail qu'elle décide. Là est la leçon essentielle de Marx : dès lors que c'est l'exercice du travail qui est le centre du pouvoir, et non pas une sphère politique extérieure au travail, celles et ceux qui font le travail ont un pouvoir considérable. Tout est fait bien sûr pour dépolitiser le travail, conduire les travailleurs à sous-estimer leur pouvoir, à accepter de « souffrir au travail », c'est-à-dire à accepter de faire un travail aliéné. Mais c'est ici que le fait nouveau de l'absence d'adhésion majoritaire à ce travail aliéné ouvre une opportunité inédite de construction d'une union du travail communiste. Cette union va se fonder sur l'aspiration, aujourd'hui tellement partagée, à une production ayant du sens, aspiration qu'elle mobilisera pour conquérir la décision collective sur l'objet et les moyens de travail dans toutes les entreprises, toutes les associations, tous les services publics. L'enjeu est de s'organiser non plus pour cesser le travail mais pour ne le faire que selon les décisions prises en commun.

Pour conquérir cette maîtrise communiste, par en-bas, d'un travail qui soit le lieu central de la politique et de la liberté, nous disposons de conquis de la lutte de classes qui sont autant de déjà-là à actualiser.

## **Pour une union du travail communiste**

### **C : actualiser les déjà-là conquis dans la lutte de classes**

Premièrement, de 1946 à 1967, on a assisté aux prémices d'un État communiste : preuve a été faite qu'une fonction collective ayant force de loi, le régime général de sécurité sociale, peut être gérée par des travailleurs élus faisant reculer l'appareil d'État. La nécessaire prise du pouvoir d'État pour confirmer à l'échelle macro les maîtrises micro-économiques du travail est communiste dès lors qu'est conquis par en-bas le pouvoir sur le travail dans l'État. Or le statut de la fonction publique, en libérant les fonctionnaires du chantage du marché du travail, en instituant des comités techniques paritaires, est un outil de conquête sur le travail qui ne s'use que si l'on ne s'en sert pas. Une union du travail communiste réunissant fonctionnaires et usagers pour maintenir en exercice un tribunal, une école, une maternité que l'appareil d'Etat veut fermer, pour décider du fonctionnement de l'inspection du travail, pour arbitrer entre rail et route sur tel territoire, pour définir des programmes scolaires, etc., une telle union construira autant de pratiques victorieuses contre l'appareil d'Etat qui feront que la (nécessaire) victoire électorale ne sera pas une illusion. L'union du travail communiste mènera la même action d'appropriation du travail dans les entreprises et les associations, de sorte que l'appropriation collective de l'outil de travail accompagne la désaliénation du travail, à l'inverse de ce qui se passe dans les entreprises publiques socialistes.

Deuxièmement, les conquis institués en 1946 par Croizat, Thorez et Paul en matière de droit au salaire comme attribut du travailleur et non pas du contrat de travail font qu'aujourd'hui le tiers des plus de 18 ans (17 sur 50 millions) ont un salaire attaché à leur personne : les fonctionnaires, les retraités dont la pension est au moins égale au Smic, ce qui reste des salariés à statut. Ici encore, ce conquis ne disparaîtra pas si une union du travail communiste s'appuyant sur l'aspiration à sortir le travail de son aliénation étend à tous les majeurs le salaire comme droit politique de la personne. En argumentant sur le fait que seules des personnes libérées du chantage à l'emploi ou à la performance sur le marché des biens et services, et donc titulaires de leur salaire, peuvent travailler selon leur déontologie. Et en étendant, secteur de production par secteur de production, le salaire comme droit politique : se multiplient aujourd'hui des mobilisations pour mettre en sécurité sociale l'alimentation, la culture, les transports, l'énergie, le logement, toutes les productions, comme l'ont été les soins de santé dans les années 60-70, avec des professionnels conventionnés titulaires de leur salaire.

Troisièmement, la mise en sécurité sociale des soins de santé dans les années 60-70 est porteuse d'un autre conquis, le remplacement de l'avance en capital par l'avance des salaires. Richement dotée par la hausse du taux de cotisation, l'assurance-maladie a partiellement avancé les salaires des travailleurs construisant les CHU ou les biens médicaux, et évidemment celui des soignants. L'enjeu ici est d'en finir avec l'endettement, vecteur de dépossession du travail. Toute production suppose une avance monétaire, mais démonstration a été faite que la seule avance nécessaire pour qu'il y ait production de valeur, et donc travail, ce sont les salaires des travailleurs. On mesure le magnifique programme d'une union du travail communiste : en finir avec les prêteurs, les investisseurs, les employeurs, autant d'acteurs inutiles. C'est à des citoyens-travailleurs titulaires de leur salaire, avancé par création monétaire sans dette, que doit revenir la décision sur le travail. Pour assurer à tous les majeurs

résidents un salaire moyen de 3000 euros net mensuels, il faut créer 1800 milliards, soit l'équivalent du revenu disponible actuel. C'est donc tout à fait à notre portée. Une telle union du travail communiste doit bien sûr avoir comme objectif la reconquête de la création d'une monnaie nationale (ce qui est possible y compris en restant dans la zone euro), mais une création monétaire définie par les citoyens eux-mêmes dans les assemblées territoriales adéquates, et non pas par des banques.

Quatrièmement, qu'il s'agisse du Trésor public ou de l'assurance-maladie d'avant les désastreuses décisions de dévolution des masses salariales aux établissements, c'est évidemment un payeur macrosocial qui a fait l'avance des salaires. Là encore, nous avons un déjà-là qu'il s'agit d'actualiser par une union du travail communiste organisant la libération des entreprises de la responsabilité de payer « leurs » salariés, génératrice de compétition pour le moins-disant, de sous-traitance et d'hétérogénéité des droits. Les salaires, droit politique des personnes majeures sur tout le territoire national, doivent évidemment relever d'un payeur unique à l'échelle nationale. Payeur unique qui, comme les assemblées territoriales de création monétaire, comme les mises en sécurité sociale des productions, relèvent de la logique du dépérissement de l'Etat par responsabilité citoyenne contre un appareil d'Etat à faire disparaître. Nous pouvons nous appuyer ici sur l'exceptionnelle inventivité de prise de décisions horizontale qu'on observe par exemple dans les expérimentations de mise en sécurité sociale de l'alimentation ou dans tant de lieux de travail dissident.

Cinquième des éléments programmatiques à mettre en avant pour accompagner et nourrir l'effervescence communiste dans le champ du travail : les mesures pour le sortir de l'impérialisme. Ici, les déjà-là sont plus rares. Dans un pays comme le nôtre, où aucune entreprise sérieuse de décolonisation tant de l'histoire officielle que des pratiques quotidiennes de production et de consommation n'a été menée, où fait aujourd'hui florès la racisation coloniale des « parasites à éliminer » pour que les prétendus Français de souche jouissent des fruits de leur travail, les luttes décoloniales sont un élément décisif d'une union du travail communiste voué à la construction d'une humanité commune. Ici encore, une approche positive de la mobilisation est centrale. Il faut partir, au mieux du refus, encore très minoritaire, en tout cas du malaise d'inscrire son travail dans une « chaîne de valeur » mondialisée dont on n'est qu'un segment ignorant ce qui précède et ce qui suit. L'enracinement territorial des productions avec ce qu'il suppose d'un tout autre partage international des tâches, la réaffirmation du travail vivant, la priorité aux relations interpersonnelles ouvrent là encore un champ infini au travail communiste.

Au bout du compte, c'est à l'enrichissement de la citoyenneté que doit s'appliquer la construction de l'union du travail communiste. Mettre le travail au cœur de la politique, c'est conquérir l'attribution à toute personne résidente sur le territoire national, le jour de sa majorité, quels que soient son passé scolaire ou sa nationalité, de trois droits politiques :

- le premier niveau de salaire (par ex le salaire minimum revendiqué de 1800 euros nets avec la possibilité de progresser jusqu'à sa mort dans la limite d'un maximum par ex de 5000 euros par mois),

- la copropriété d'usage de tout outil de travail qu'elle utilisera et la copropriété patrimoniale des entreprises relevant de l'assemblée territoriale dont elle sera membre,

- la codécision des outils de coordination de la production (création monétaire, inscription dans le partage international des travaux, répartition territoriale des entreprises ...).

Notre contribution comme parti à la vie des réalisations partielles, ici et maintenant, de l'effervescence communiste est de leur donner une épaisseur à l'échelle nationale et un débouché législatif. Car cette effervescence a besoin d'organisation politique en mesure d'articuler réalisations micro-sociales et construction d'institutions macro-sociales, dissidences en marge et prises de pouvoir sur les lieux majeurs de travail, conquis locaux et nécessaire confirmation de ces conquis au parlement et au gouvernement. C'est notre inscription comme parti politique dans une telle dynamique communiste qui, heureusement, nous dépasse et à laquelle nous avons la responsabilité d'apporter la contribution spécifique du PCF qui nous libérera de l'amertume, du volontarisme, des règlements de compte, et nous rendra la détermination et le bonheur de militer ensemble.

Que vive l'union du travail communiste !